

Pierre Bousset

Chercheur associé, Fondation pour la recherche stratégique
Chercheur associé, UMR 7324 CITERES-EMAM (Équipe Monde arabe et Méditerranée), Université de Tours

Faut-il négocier avec les groupes armés terroristes ?

Impensable au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la question de la normalisation des relations avec l'islamisme radical interroge le principe de réalité. Les batailles remportées contre Al-Qaïda en Afghanistan et le groupe État Islamique sur l'axe syro-irakien n'ont pas vaincu un adversaire fragmenté qui persiste à rejeter l'idée d'une coexistence pacifique entre les peuples.

Les groupes armés considèrent que la première des victoires est d'imposer un conflit permanent aux nations « impies », l'issue du combat important moins que l'engagement dans des opérations dispendieuses en vies humaines, afin de démontrer la dimension atemporelle de l'islam¹. A l'inverse, les nations mobilisées dans la lutte antiterroriste estiment que la première des victoires serait un renoncement aux hostilités et l'ouverture de négociations.

Faute d'obtenir la paix par l'écrasement militaire (général Curtis LeMay²), la médiation (Gandhi) ou le dogme (Luther King), l'affrontement se poursuit sans formulation de la paix qu'il conviendrait de conclure, de négocier ou d'imposer aux groupes armés, des termes dans lesquels envisager la cohabitation de nos sociétés respectives ; l'une islamiste conservatrice, l'autre laïque sociale-libérale.

Le premier pas

Depuis Thucydide³, ouvrir un canal de dialogue informel avec l'ennemi est admis. Il n'y a pas matière à s'étonner qu'en 2009, année où Washington projette quatre mille hommes

¹ Bien que divisés, l'Etat islamique et Al-Qaïda conviennent qu'un arrêt du djihad serait une défaite en soi.

² Curtis E. LeMay (1906-1990) fut le théoricien des bombardements stratégiques de l'armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale et en Asie (Corée, Viêt-Nam).

³ Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Garnier Flammarion, 1966.

supplémentaires en Afghanistan pour pressurer l'insurrection, un chef taliban soit identifié comme une cible d'intérêt. Abdoul Ghani Baradar est alors en charge des activités militaires, religieuses et financières des Taliban⁴. Les rares sources disponibles à son sujet évoquent un homme déterminé à expulser les forces étrangères, mais non réfractaire à la négociation. Un commandant de la province de Zalib le décrit : « *Il est patient et vous écoute jusqu'à la fin. Il ne se met pas en colère et ne perd pas son sang froid* »⁵. Capturé lors d'une opération menée conjointement par la CIA et les services pakistanais⁶, Baradar est incarcéré huit ans. À sa libération, un processus de contacts informels est lancé entre Taliban et Américains⁷. Il aboutit en 2020 à la signature d'un accord à Doha, première étape d'un cycle de négociations visant à déterminer les conditions du retrait américain d'Afghanistan⁸.

Par ce processus, Washington brise un tabou : négocier avec un groupe connu pour ses liens avec Al-Qaïda et son implication dans divers trafics (drogue, minerais, antiquités) ; un adversaire connu pour son inflexibilité. En effet, malgré ses appels à la « *patience et la tolérance* »⁹, Baradar refuse les propositions de cessez-le-feu ; tout au plus consent-il à ne plus harceler les troupes américaines. Il reste imprécis sur le point delta des négociations : le retrait des forces américaines en échange d'une rupture totale et sans équivoque avec le terrorisme¹⁰.

Depuis l'entame du processus de Doha, la sincérité des Taliban interroge. Quand un dirigeant historique d'Al-Qaïda est récemment neutralisé, Husam abd-al-Ra'uf, successeur pressenti d'al-Zawahiri, l'opération a lieu dans le district d'Andar sous contrôle Talib¹¹. Le mouvement abrite des hommes au profil controversé comme Seraj Haqqani, dont le père, Jallaluddin, dirigea un groupe éponyme qui fit l'interface entre Al-Qaïda et feu mollah Omar. Au cours de l'année 2019, sujette à d'intenses négociations, les Taliban opèrent 1 375 attaques qui leur attribuent le titre peu enviable de groupe le plus meurtrier au monde¹².

⁴ Abdoul Ghani Baradar est cofondateur des Taliban qui opèrent depuis la province du Baloutchistan au sud-ouest du Pakistan. Si la majorité des effectifs est pachtounes (Ghilzai, Durrani), ce mouvement n'est pas d'inspiration ethno-nationaliste. Les tribus Ishaqzai, Noorzai et Alizai participent à l'effort de guerre. Adeptes du rite Déobandi né en 1866 à Deoband (Inde), les Taliban appellent au renouveau islamique sur la base d'une lecture stricte et puritaine de la charia et de la sunna.

⁵ Ron Moreau, « [Meet the Taliban's New Chief](#) », *Newsweek*, 24 juillet 2009.

⁶ K. Alan Kronstadt, *Pakistan-U.S. Relations: A Summary*, CRS Report for Congress, 16 mai 2011. Notons qu'à l'époque de son arrestation, en février 2010, Abdoul Ghani Baradar est en négociation secrète avec le président afghan Hamid Karzaï.

⁷ Luc Mathieu, « Afghanistan : 'Les talibans ne veulent pas la paix' », *Libération*, 25 octobre 2018.

⁸ Accord signé le 29 février 2020. Les négociations de Doha reprennent le 5 janvier 2021.

⁹ « *Nous recherchons un Afghanistan indépendant, souverain, uni, développé et libre – un Afghanistan doté d'un système islamique dans lequel tous les peuples de la nation peuvent participer sans discrimination et vivre harmonieusement les uns avec les autres dans une atmosphère de fraternité. Nous recherchons un futur Afghanistan qui entretienne des relations positives, respectueuses et bonnes avec tous ses pays, régionaux et mondiaux* » (Abdoul Ghani Baradar, [discours inaugural des pourparlers de Doha](#), 12 septembre 2020).

¹⁰ « Entretien avec David Petraeus. Ce qui les guerres m'ont appris », *Politique internationale*, n° 167, 2020, p. 178.

¹¹ Thomas Joscelyn, « [Analysis: U.S. Confirms Senior al Qaeda Leader Killed in Afghan Raid](#) », *Long War Journal*, 25 octobre 2020.

¹² [Global Terrorism Overview: Terrorism in 2019](#), National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START), 2020. Coté américain, la chasse aux chefs d'Al-Qaïda se poursuit avec d'autant plus d'acuité que la succession de al-Zawahiri à la direction de la centrale al-qaidienne est ouverte (Warren P. Strobel, « [U.S. Operation Kills Qasim al-Raymi, Leader of al Qaeda in Yemen](#) », *The Wall Street Journal*, 6 février 2020). Les Taliban continuent de rejeter les accusations américaines de collusion avec Al-Qaïda (Zabihullah Mujahid, porte-parole du mouvement, *Voice of Jihad*, 27 janvier 2021).

La signature talibane compte des faiblesses :

- ⇒ Un *leadership* imprécis. Baradar fait le voyage à Doha, mais le pouvoir exécutif demeure aux mains de la *Shoura* de Quetta, le conseil décisionnel¹³ ;
- ⇒ Une idéologie médiévaliste peu propice au développement de relations diplomatiques équilibrées dans un contexte régional dominé par la tension Pakistan / Inde ;
- ⇒ En cas de prise de Kaboul, un projet politique vague et des perspectives économiques quasi inexistantes. 75 % de la dépense publique afghane proviennent de soutiens internationaux, notamment américains. Un arrêt du financement conduirait à la banqueroute ;
- ⇒ Manquements aux droits de l'homme (droits des femmes, genres – homosexuels, lesbiennes, transgenres, minorités religieuses).

L'accord américano-taliban a été abondamment commenté par la nébuleuse radicale, qui s'interroge sur le bien-fondé de négocier – ou pas – avec Washington. Al-Qaïda parle de « victoire » tout en esquivant le devenir de ses relations avec les Taliban s'ils prennent Kaboul. Le groupe Etat islamique dénonce une alliance entre apostats (Taliban) et Croisés (Américains)¹⁴. Quant à l'influent théoricien du djihadisme, Abou Mohammed al-Maqdisi, il réfère à l'histoire de la prophétie musulmane pour rappeler qu'un pacte de non-agression avec des infidèles n'excède jamais dix ans¹⁵. La paix (*ahd*) est entendue comme un état temporaire vers *Dar al islam*, la maison de l'islam¹⁶. Tout autre document (accord, pacte, traité) est une posture d'attente.

L'islam radical au risque du pragmatisme

L'islam radical ne s'oppose pas à la tenue de pourparlers pourvu qu'ils contribuent à la sécurité de l'*oumma* et soumettent les parties contractantes à la loi coranique, ce qui inspirera la célèbre formule d'autrefois : « *Soumets-toi (à l'islam) et tu auras la paix* ». Bien que l'Etat islamique récuse l'option, persuadé que son projet califal finira par supplanter l'ordre mondial, un courant salafiste pragmatique émerge, ouvert à la géopolitique des nations et lucide sur la réalité des rapports de force. On pense notamment à Abou Mohammed al-Joulani, un chef de guerre syrien, ancien professeur d'arabe classique qui a gravi les échelons du djihadisme avant de fonder Hayat Tahrir al-Cham (HTC) dans la province d'Idleb.

D'une radicalité intangible et d'un islamisme forcené, al-Joulani se singularise par sa volonté d'autonomie. En 2013, il refuse de se ranger sous la bannière du groupe Etat islamique, estimant que les excès commis en Irak contreviennent à la sharia. Trois ans plus tard, il rompt avec Al-Qaïda, dont Ayman al-Zawahiri, pourtant n° 1, reconnaît dans une lettre étonnante de sincérité qu'il reçoit peu d'information du terrain¹⁷. Effectivement, le chef de guerre syrien mène le djihad à sa convenance, sans référer à quiconque.

¹³ La *Rahbari shura*, dite également la *shoura* de Quetta, subordonne deux conseils : la *Peshawar shura* et la *Miran Shah Shoura*, composée de membres du réseau Haqqani.

¹⁴ *Al-Naba*, mars 2020. Source : Jihadica

¹⁵ Abou Mouhammad al Maqdisi, « [Lettre ouverte aux Taliban](#) », Jihadica, 1^{er} mars 2020.

¹⁶ Les chrétiens arabes nomment *al Ahd al qadīm* l'Ancien Testament et *al Ahd al gadīd* le Nouveau Testament. Pour les Juifs, *ahd* équivaut à la notion d'alliance.

¹⁷ Thomas Joscelyn, « Analysis: Zawahiri's Letter to al Qaeda Branches in Syria, Iraq », *Long War Journal*, 10 juin 2013. Al-Qaïda tentera une mission de conciliation en envoyant un émissaire, Abou Khalid al Souri, de son vrai nom Moustapha Setmariam Nasar, qui ne réussit pas à unifier la scène radicale syrienne. Il est tué dans un attentat commis par l'Etat islamique en Irak et au Levant à Alep, le 23 février 2014.

À la différence de la fermeté talibane faisant usage du temps long face aux États-Unis pressés d'achever une guerre « sans fin », al-Joulani adresse des signaux si ce n'est de normalisation, d'acceptation du temps politique. À Idlib, une administration laïque dite Gouvernement de Salut Syrien (SSG) règle les problèmes de la vie quotidienne. Bien que dédaignée par la population, l'instance témoigne d'une volonté de partage de nos codes sociétaux¹⁸. Le groupe accepte le retour des ONG¹⁹, il parle aux *think tanks* et reçoit la presse internationale. Son combat, explique ses communicants, ne doit pas être perçu comme une menace par l'Occident ; le champ d'action de ses combattants se limite à la Syrie²⁰.

Al-Joulani se garde bien de proclamer un califat. Il contient ses ambitions et fait acte de patience en stabilisant une relation *point to point* avec la Turquie d'Erdogan, interlocutrice de choix²¹ pour les échanges de bons procédés. Ici, une sécurisation d'accès à des postes d'observation turcs. Là, une formation au combat nocturne pour les djihadistes. Contrairement à Daesh qui voulut battre monnaie dans la précipitation, l'administration d'Idlib accepte la livre turque au détriment de la devise syrienne. Elle favorise l'implantation d'entreprises étrangères, essentiellement turques, dans le secteur de la restauration rapide ou de la livraison à domicile, travaillant ainsi à la normalisation économique d'un territoire en quête d'autonomie.

Malgré ces décisions, une réalité s'impose :

- ⇒ Acculé dans la province d'Idlib, HTC n'a pas d'autre choix que de tisser des alliances ;
- ⇒ Tout processus de normalisation isole al-Joulani de sa famille idéologique, altère sa représentativité et l'expose au risque de débordement de ses propres extrémités ;
- ⇒ Ancien interlocuteur d'Al-Qaïda et du groupe Etat islamique, celui qui appelait al-Baghdadi « honorable cheik » est suspecté de connivence. L'opération des forces spéciales américaines qui neutralisa le chef de Daesh s'est déroulée dans un secteur d'Idlib supposément sous contrôle de HTC.

Malgré ces écueils, la volonté de normalisation du chef syrien est entendue et intègre peu à peu les grilles d'analyse. Après maintes rumeurs d'assaut sur Idlib, Moscou estime que l'actuel compromis permet d'éviter une nouvelle effusion de sang. Un diplomate russe, Igor Matveev, suggère un scénario en quatre D (Dé-radicalisation, dé-idéologisation, dé-militarisation, dé-centralisation)²², postulant que nous sommes en présence d'un quadragénaire de la nouvelle génération syrienne, un chef de guerre ayant compris l'importance des enjeux de gouvernance et faisant montre de bonne volonté en combattant *So Be Steadfast*, une *operation room* de groupes demeurés fidèles à Al-Qaïda.

¹⁸ Événement rare sous la férule islamique, al-Joulani tolère la tenue de manifestations réclamant sa démission aux élections locales de 2017-2018, puis en octobre-novembre 2019 (Sarmada, Atareb, Maarat al-Numan, Saraqeb). La colère porte sur l'augmentation des prix des services locaux : eau, électricité, téléphone. HTC sévit parfois comme lorsqu'il envoie ses hommes attaquer Tafr Takharim, dont les habitants refusaient de payer une taxe sur l'huile d'olive (« [Five Killed as THS Bombs Syrian Town which Protested against its Rule](#) », *The New Arab*, 4 novembre 2019).

¹⁹ « Nous sommes disposés à faciliter le travail de toute organisation qui souhaiterait retourner travailler à Idlib, et nous nous engageons à ne pas interférer » (« The Jihadist Factor in Syria's Idlib: A Conversation with Abu Muhammad al-Jolani », ICG, 20 février 2020).

²⁰ Cheikh Abd al-Rahman Atoun, responsable du Conseil de la charia de HTC : « Notre groupe n'est pas une menace pour l'Occident. La région a besoin de l'aide internationale pour se reconstruire. Nous sommes les derniers à nous battre contre le régime et ses alliés, mais nous ne parviendrons pas à l'éliminer sans aide » (Edith Bouvier, « *Idlib, capitale syrienne du désespoir* », *Le Temps*, 4 septembre 2020).

²¹ Membre de l'OTAN, la Turquie possède la onzième armée du monde selon une évaluation de Globalfirepower en 2020.

²² Igor Matveev, « Syrian Idlib: What's Next », Russian International Affairs Council, 17 novembre 2020.

Un pragmatisme sans concession

Au Mali, l'ensemble des acteurs du conflit se dit prêt au dialogue, de la junte militaire à l'imam Dicko, figure de proue de l'opposition islamiste – « *On nous a longtemps dit de ne pas parler aux djihadistes. Mais ils occupent le terrain. Alors, on fait quoi ?* »²³ –, également Iyad Ag Ghali, chef touareg d'obédience al-quaïdienne²⁴, qui conditionne sa participation à d'éventuelles négociations sur le départ des forces françaises de l'opération Barkhane²⁵.

De l'offre islamiste malienne, retenons deux profils. D'abord l'imam Dicko, stratège des alcôves qui se joue des institutions en manipulant habilement les contradictions – « *Je suis wahhabite* »²⁶ ; « *Je ne suis pas wahhabite* »²⁷ –, silencieux quant au projet que nombre d'observateurs lui prêtent : fonder une république islamique au Sahel. « *Il n'en parle jamais, mais pour lui, c'est évident. La solution est là* », confie un chercheur ayant accès à son entourage²⁸.

Dicko acte l'inefficience du salafisme combattant qui, au nom de l'avant-gardisme, s'arroge le monopole du changement en faisant peu de cas de l'expérience des Frères musulmans, qui surent développer au XX^{ème} siècle une stratégie matricielle du temps : patience, pugnacité et acceptation de compromis politiques pour conquérir le pouvoir *par le bas*.

Tout processus de dialogue conforte le rôle de *maâlem* (savant) auquel Dicko aspire ; être l'homme au-dessus de la mêlée, celui qui écoute et oriente. La concertation étant inhérente à sa perception de la fonction, l'imam capitalise en légitimité durant l'été 2020 lorsque les chancelleries se pressent à son domicile pour évaluer son influx sur l'opposition qui défie le pouvoir dans les rues de Bamako. Il parle, écoute, négocie avec ou sans espoir de résultat, l'essentiel étant de conférer à l'islam une place dans le processus en cours, démontrer qu'il n'y aura pas de sortie de crise sans recours à la prophétie de Mohammed.

À la différence du takfirisme de l'Etat islamique, dogme inclusif endigué sur le pur et l'impur qui châtie ceux qui s'en écartent, Dicko admet les nuances, la dimension évolutive de la société malienne à laquelle il participe en tirant avantage de son carnet d'adresses constitué lors de ses missions de médiation. Ses contacts avec les chefs de guerre de l'espace sahélo-saharien sont connus, notamment Iyad Ag Ghaly, le second profil d'islamiste prétendument ouvert au dialogue.

Natif des plaines arides d'Abeïbara, Ag Ghaly compte au nombre de ces individus en quête de leur destin. Après une jeunesse festive – poésie, vodka et guitare basse –, il participe à la guerre au Liban puis revient combattre dans les rangs de la rébellion touarègue. Ambitieux, il brigue la direction du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Le poste lui est refusé. Il espère être désigné *amenokal* (chef traditionnel) des Ifoghas ; là encore, c'est un échec. La diplomatie le tente. Il réussit à se faire nommer consul à Djeddah, mais l'Arabie saoudite l'expulse.

²³ « Une solution islamique pour le Mali ? Entretien avec Mahmoud Dicko », *Politique internationale*, n° 167, 2020.

²⁴ Iyad Ag Ghali dirige le GSIM/JNIM (*Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin*) depuis le 1^{er} mars 2017.

²⁵ Communiqué authentifié le 9 mars 2020 sur la plateforme électronique *al-Zallaqa*.

²⁶ Mahmoud Dicko, « La marche du monde », RFI, 30 mars 2013.

²⁷ Pierre Prud'homme, « L'imam, l'expert et le diplomate. Retour sur une recherche au Haut Conseil Islamique du Mali », *Civilisations*, n° 64, 2015.

²⁸ Témoignage sous couvert de l'anonymat.

Ce pedigree instable n'inspire pas confiance à la France. En sus d'un bilan accablant (attentats, enlèvements, trafics), l'individu ne manifeste aucun inflexion dogmatique, allant jusqu'à mettre en scène ses retrouvailles avec quelques-uns des deux cents djihadistes libérés par la junte militaire en octobre 2020. Son engagement armé s'apparente à une rente de situation lui assurant subsistance et popularité auprès de l'*underground* radical, *package* négociable dans le cadre d'un règlement global ; pour un mieux, il va de soi. Un mieux-disant au service de ses intérêts personnels.

Négocier avec ce type de chef de guerre pose une série de questions :

- ⇒ Quel cadre choisir ? Bi ou multilatéral ? L'enceinte doit-elle être continentale, nationale, ethnique ou tribale ? Comment intégrer les accords préexistants (Alger 2015) ?
- ⇒ Sur quels critères agréer l'interlocuteur ? La sociologie radicale est instable, les chaînes de commandement aléatoires. Le chef de guerre diffère du membre de sa *choura* (conseil), qui diffère de l'homme de troupe ou des petites mains du djihad (porteurs de munitions, cuisiniers, domestiques). Pour nombre de ces derniers, la paix induirait une perte de revenus.
- ⇒ Comment aborder l'ostracisme de groupes priorisant l'activité criminelle ? Des négociations ont été tentées avec Boko Haram par l'ancien président nigérian Obasanjo et Babakura Fugu (2011)²⁹, puis Sheikh Ahmed Datti, le président nigérian du Conseil suprême de la charia (2012). Sans résultat. Faute de plan B, la guerre continue.
- ⇒ Gérer les redditions. Mukhtar Robow, ancien n° 2 du groupe Al-Shabaab, se rend aux autorités de Mogadiscio en 2017. Il intègre le jeu politique somalien en se présentant aux élections régionales. Rapidement, sa popularité inquiète le pouvoir central, qui l'emprisonne au prix de conséquences irréparables. Quel djihadiste somalien accepterait aujourd'hui une reddition si l'État ne respecte pas ses engagements ?

À Bamako, le *mainstream* de la pensée stratégique suggère une sortie de crise à l'algérienne, à l'instar de la loi de Concorde civile, qui amnistia des milliers de combattants islamistes afin de solder la décennie noire (1991-2002). Bien que l'initiative mit fin à la guerre civile, le maquis islamiste n'a jamais été éradiqué. L'armée algérienne a ainsi récemment déjoué une tentative de redéploiement d'AQMI dans la région de Jijel (nord-est)³⁰.

Autre hypothèse : s'inspirer du pacte de non-agression que la Mauritanie aurait convenu avec AQMI, thèse maintes fois évoquée par la presse, maintes fois démentie par les autorités de Nouakchott³¹. Cette exemplarité *de facto*, acquise au prix du doute et de la suspicion, présente un bilan sécuritaire envié par nombre d'Etats de la zone sahélo-saharienne : aucun attentat depuis dix ans³².

²⁹ Babakura Fugu était le beau-frère de Mohammed Yusuf, qui fonde Boko Haram en 2002, avant d'être arrêté en 2009 par les forces nigérianes puis exécuté.

³⁰ AFP, 17 décembre 2020.

³¹ Pascal Airault, « Mohamed Ould Abdel Aziz : 'Si la Syrie n'avait pas été déstabilisée, il n'y aurait certainement pas eu d'attentats en France' », *L'Opinion*, 29 mai 2020.

³² Depuis le 20 décembre 2011, jour de l'enlèvement du gendarme Ely Ould Mokhtar par des combattants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique à la frontière malienne, aucune attaque terroriste n'a été déplorée en Mauritanie.

La gradation des « infréquentables »

L'islam nomme *Dar al-Sulh* un traité de paix entre deux parties, *Dar al-Kharadj* un traité imposé à une nation tributaire et *Dar al-Harb* – l'hostilité envers un pays contrevenant aux valeurs de l'islam sans que l'affrontement soit nécessairement engagé³³.

Les chefs islamistes qui acceptent de négocier des trêves (*hudna* – temporalité transitoire) ne théorisent pas la coexistence entre les religions monothéistes. Nous sommes en présence de cas épars, quelques individualités réalistes quant à l'asymétrie d'un rapport de force qui engonce le salafisme combattant dans une spirale de violences et de contre-violences répondant certes au devoir du djihad, mais inadaptée aux besoins des populations : sécurité, emploi, éducation. Dé-prioriser le « chaos salvateur » leur permet de sanctuariser un territoire ou une aire d'influence, de donner des gages aux institutions internationales dans l'espoir de s'inviter à la table des puissants et d'imposer leur agenda islamiste³⁴.

Avant même d'élaborer une stratégie de négociation, il conviendrait d'établir une gradation des individus « fréquentables » ou « infréquentables », déterminer les paramètres – fixes ? – d'éligibilité au dialogue, en concertation avec les Etats engagés dans la lutte antiterroriste afin de présenter un front commun.

A ce jour, négocier est moins un acte de puissance qu'une échappatoire aux conflits insolubles. La thèse du « conflit asymétrique voué à l'échec » s'en trouve confortée et la crédibilité politique des gouvernants – engagée devant les opinions publiques. Si on s'en tient aux États-Unis, 850 milliards de dollars ont été dépensés par le Pentagone en Afghanistan, 24 000 soldats ont été tués et blessés. Force est d'admettre que la problématique initiale n'a toujours pas été résolue. L'OTAN craint qu'un retrait précipité des Etats-Unis n'aboutisse à la formation d'une nouvelle plateforme de groupes armés³⁵.

La France estime que négocier avec quiconque récusant les règles élémentaires d'engagement militaire et du dialogue serait une entorse à ses valeurs, engager un processus instable risquant de contrevenir à ses intérêts. Autant Paris peut entendre que l'*ara pacis* (l'autel de la paix) a pu servir dans le passé à asseoir une stratégie de domination, autant il est constaté qu'aucun groupe n'adresse des signaux d'apaisement dogmatique ou de renoncement à la violence. Ouvrir des canaux informels en pareil contexte offrirait des gains à la marge. Accroître les divisions au sein d'une mouvance déjà fractionnée. Accorder du crédit à ceux qui n'en ont pas. Prôner la démocratie auprès de chefs de guerre ayant pour référence des républiques islamiques qui pratiquent déjà le parlementarisme (Iran, Pakistan, Bangladesh).

Face à la fragmentation de l'islamisme radical

Bien que l'islamisme armé s'obstine à envisager la négociation sous l'aspect de la trêve ou de la soumission, notons un phénomène de fragmentation résultant d'effondrements successifs. La

³³ La pensée islamiste réfère aux premiers califats pour nommer *sulh* (armistice, traité), la reddition d'une population non musulmane à une autorité islamique. *Dar al-Sulh* : le lieu/terre/domaine de l'armistice. *Kharadj* (ou *kharâj*) réfère à l'impôt foncier versé par les *dhimmis* (citoyens non musulmans), toujours à l'adresse de l'autorité islamique. *Harb* signifie guerre au sens de « combat éclairé ».

³⁴ Parfois en termes clairs. Un retour à la situation *ante* pour les Taliban : l'émirat islamique d'Afghanistan (1992-2002). Parfois en termes cachés. Une république islamique dans l'espace sahélo-saharien pour Dicko. Un califat dans la province d'Idleb pour al-Joulani.

³⁵ « [NATO Chief Warns of 'High' Price of Hasty Afghan Pullout](#) », *The New Arab*, 17 novembre 2020.

défaite d'Al-Qaïda en Afghanistan a disséminé des groupes au Maghreb qui ont gangréné le Sahel³⁶. La chute de Daesh a quadrillé l'Afrique en zones d'influence³⁷. Des groupes comme HTC se composent d'un alliage de groupes, de sous-groupes et d'autres entités instables³⁸ dont rien n'indique qu'ils partagent le pragmatisme de leur chef, alors qu'ils semblent plus soucieuses de pérenniser leurs activités criminelles que de participer à des forums de paix.

A cette dynamique de dissémination/propagation s'ajoute un autre facteur de division : l'ethnicité de la violence. Le mot « terroriste » a longtemps essentialisé le djihadisme global d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique. Le rapport de force actuel tend à fixer les combattants dans les porosités sociétales du champ de bataille, s'y fondre pour s'y confondre, ingérer les désespérances locales, se marier et enfanter, s'approprier les enjeux de proximité (litiges pastoraux, accès aux terres, contrôle des puits) pour s'autoproclamer assesseur d'une solution islamiste.

En fait de guerre antiterroriste, ne serions-nous pas confrontés à la question peule dans la région du Macina³⁹ ? Touarègue dans l'Adrar des Ifoghas ? Dogon dans la boucle du Niger ? Par extension géographique, le nord Nigeria n'interroge-t-il pas les confréries soufies (Tijaniyya, Qadiriyya) ? L'intégration des tribus irakiennes, le concept d'État-nation ? Les clans familiaux, la cohésion territoriale en Syrie⁴⁰ ? Les groupes armés ne sont-ils pas les instigateurs de contre-sociétés criminelles de type triade, cartel ou mafia qui s'enkystent auprès de populations demandeuses d'un État juste et responsable ?

Le choix de formaliser un différentiel, celui-ci ou un autre, contribuerait à catégoriser la nébuleuse radicale, à identifier les « acteurs non étatiques » qui admettraient de faire la part entre l'acceptable (la paix) et l'illusoire (la soumission).

Pour l'heure, la lucidité de quelques-uns ne permet pas d'établir une stratégie globale. Actons l'existence de signaux faibles d'un comportement néo-salafiste, *néo* pour désigner un salafisme pragmatique disposé à participer au jeu des institutions sans avoir l'impression de se déjuger, des chefs de guerre comprenant que l'avenir de leur projet repose sur la bonne gouvernance et la synchronisation de nos régimes composites, eux et nous ; *de facto*, une rupture avec le discours spectral de l'Etat islamique, qui, au nom d'une société islamique idéale, campe une signature temporelle orientée vers l'absolutisme brutal et le rejet paroxysmique des temps historiques⁴¹.

³⁶ GIA (Algérie), GICM (Maroc), GICL (Libye). A l'Est, Shebbad (Somalie).

³⁷ EIGS, EIAO/ISWAP, ISCAP. Jusqu'en 2002, l'activisme radical au Sahara est dominé par des Maghrébins. De 2002 à 2007, les recrutements autochtones commencent. Les effectifs des groupes armés terroristes sont aujourd'hui majoritairement locaux.

³⁸ Selon un décompte provisoire de l'auteur, plus de 60 groupes ont contribué à la formation de HTC.

³⁹ En 2018, le GSIM/JNIM a lancé un appel à la guerre sainte aux Peuls de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Nigéria, du Cameroun et du Bénin, faisant du golfe de Guinée son espace de profondeur stratégique.

⁴⁰ Aborder le terrorisme *via* le prisme de l'ethnique ou du tribal est souvent entendu comme régressif. L'ONU y perçoit un désaveu du concept d'État-nation, les anciennes puissances coloniales – une disqualification des frontières dessinées en un siècle, vingtième du nom, désireux de clore l'ère des grands empires et de garantir aux populations des espaces de subsistance et de prospérité. Les élites africaines, pour leur part, savent ce que les mots « ethnies » ou « tribus » peuvent sous-tendre de dénigrement de la part d'un Occident convaincu que le nationalisme possède les vertus de catalyser des autochtones et des allochtones en un lieu donné.

⁴¹ Pierre Boussel, « Daesh, une signature temporelle », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), 28 juin 2019.

Dans l'univers clos du contre-terrorisme, un adage dit : « *Un poseur de bombe est un poseur de questions* ». Certainement faudra-t-il, un jour, anticiper le vecteur par lequel l'islamisme radical pourrait venir à la table des négociations, à savoir la politique. Plus précisément, se préparer à ouvrir les dossiers de la discorde qui auront constitué le terreau de propagation de l'islamisme radical. La défaillance des États des régions concernées (Sahel/Proche-Orient), la corruption endémique (5 % de l'aide financière aux vingt-deux pays les plus pauvres vont dans les paradis fiscaux⁴²) et les négociations informelles qui privent les populations locales du débat légitime sur la coexistence pacifique.

Si la paix doit avoir un prix, ce sera celui-ci : une négociation franche, sans esquivage des zones d'ombre. Ceci bien avant d'envisager le temps des réconciliations.

⁴² Jørgen Juel Andersen, Niels Johannesen, Bob Rijkers, « [Elite Capture of Foreign Aid Evidence from Offshore Bank Accounts](#) », World Bank Group, 18 février 2020.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS